

A D R E S S E AUX USAGERS



Gilbert Garrel
Secrétaire général
de la Fédération CGT
des cheminots

Sur fond de crise économique et financière, un débat s'instaure dans notre pays sur l'efficacité du système ferroviaire et son financement. Depuis la création de RFF en 1997, la CGT des Cheminots alerte l'opinion publique sur les dangers liés à une séparation entre la gestion des infrastructures et leur exploitation. 15 ans plus tard, l'ensemble des acteurs concernés s'accorde à dire que notre système ferroviaire ne fonctionne pas et génère année après année une croissance de la dette. Il en va de même concernant la SNCF. La Direction de l'entreprise s'entête à vouloir diviser la SNCF en l'organisant en activités cloisonnées et étanches. La CGT affirme que cette structuration est à l'origine des dysfonctionnements qui perturbent notre quotidien. Faudra-t-il attendre 15 ans pour se rendre compte que nous avons raison ?

vous avez des besoins **FAISONS CONVERGER** **NOS FORCES !**

Le système ferroviaire et son financement

Dans un système aussi rigide que le rail, la production doit être souple et s'adapter aux aléas pour garantir une qualité optimale. Le ferroviaire a une particularité, la roue et le rail sont indissociables, ceux qui s'imaginent que l'on peut séparer la gestion et l'exploitation de cet ensemble, ont des visions de technocrates ou d'économistes mais absolument pas de techniciens et de professionnels.

Si nous voulons retrouver un système ferroviaire efficace qui s'adapte aux besoins des populations en matière de transport collectif et propre, capable de désengorger le réseau routier, il est impératif de revenir à une réunification du système et à une mutualisation des moyens entre activités.

Il est indiscutable que les travaux sur les voies et la régénération nécessaire du réseau ferré, doivent se réaliser tout en conservant une capacité de transport répondant aux exigences légitimes de la population. Pour cela, seule une entreprise unique ayant ces objectifs pourra répondre à cette nécessité. Aujourd'hui, RFF et SNCF ont des intérêts divergents. RFF veut faire les travaux à moindre coût sans se soucier des conséquences pour les usagers. La SNCF se réfugie derrière les décisions de RFF pour supprimer des trains, des dessertes de gares, modifier les horaires et annuler des correspondances.



Il est impératif que le Gouvernement prenne des décisions politiques pour revenir à une entreprise publique unique et intégrée pour un service public ferroviaire de qualité.

Il est impératif que le Gouvernement prenne des décisions politiques pour revenir à une entreprise publique unique et intégrée pour un service public ferroviaire de qualité.

Concernant le financement du système ferroviaire qui devient sujet de débat et de polémique, il est avéré que les interfaces entre RFF et la SNCF ont un coût estimé à 300 millions d'euros par an.

De plus, la médiocrité de la qualité des travaux fournis par des entreprises sous-traitantes impose à la SNCF de reprendre les chantiers sans que ce surcoût soit évalué. Les Régions de France qui ont la charge des transports du quotidien ne perçoivent pas le versement transport, c'est injuste. Les autoroutes qui ont été privatisées, génèrent des profits supérieurs à 2 milliards d'euros par an qui sont quasiment exonérés de taxes. Les transporteurs routiers ne payent toujours pas la taxe poids lourds et sont donc utilisateurs d'infrastructures routières sans participer à leur financement.

A la SNCF, le fait de vouloir absolument cantonner les cheminots dans des activités (Fret, Voyageurs, TER etc.) est générateur de surcoût. Comment comprendre la stigmatisation des cheminots sur leur statut, alors que la Direction se permet de gaspiller des moyens humains et matériels dans l'organisation de la production et du travail ?

Pour remettre le réseau ferré en état et investir dans son développement, il y a des ressources qui ne sont pas exploitées. La Fédération CGT des Cheminots vous propose de porter ensemble nos exigences et être force de propositions.

Changement de service 2013

En prenant le prétexte de la nécessité de rénover le réseau, RFF et la SNCF annoncent aux usagers de forts désagréments jusqu'en 2015 au moins. Le service 2012, fut, à ce titre, très dégradé : fermetures de lignes sur de très longues périodes, modifications d'horaires et de dessertes, rupture de correspondances et les directions des deux entreprises entendent récidiver en 2013.

La CGT et ses militants ont œuvré pour faire modifier cette gestion calamiteuse des travaux en 2012, nous avons obtenu 1340 emplois supplémentaires entre septembre et décembre 2011. Cette année, nous devons repartir au combat, rien n'est inexorable. Il est encore possible de faire bouger le plan transport, de maintenir des ouvertures de lignes pendant les travaux, il suffit pour cela de faire converger nos efforts et d'intervenir auprès des directions concernées dans les territoires.

RFF doit arrêter de fermer des lignes pour faire intervenir des entreprises sous-qualifiées sur les chantiers. Avec la technicité et la qualification des cheminots de la SNCF, nombre de travaux sont réalisables en réduisant les désagréments pour les usagers.

La Fédération CGT des Cheminots vous appelle à nous unir pour que les travaux de génération du réseau se réalisent tout en maintenant un service public ferroviaire optimal. Ne vous laissez pas endormir par l'intoxication médiatique des dirigeants de la SNCF et de RFF.



© Fédération CGT Cheminots - Pascale Lalys

Pour une politique publique de transport ferré

La Direction de la SNCF essaye de vendre aux usagers (qu'elle traite de clients), que la déréglementation tarifaire est un procédé pour réduire les prix des transports. Aujourd'hui, cette stratégie mensongère est démasquée par nombre d'entre vous.

Déréglementer les prix ne sert qu'à faire perdre toute référence aux utilisateurs du rail. Force est de constater que cette politique tarifaire ne fait pas baisser les prix.

Cette méthode empêche tout comparatif. La Fédération CGT des Cheminots exige le retour à un tarif au kilomètre qui soit le même sur l'ensemble du territoire, c'est le seul gage d'égalité de traitement des citoyens, valeur incontournable d'un vrai service public.

C'est uniquement à partir de cette référence tarifaire au km que l'on peut de manière juste appliquer des tarifs sociaux pour les étudiants, pour les trajets domicile-travail, pour les familles nombreuses, pour les salariés sans-emploi, pour les personnes âgées etc. dans le cadre d'une politique sociale plus juste et plus humaine.

Nous devons refuser la déréglementation tarifaire, les TGV low cost ou les bus, lancés par la SNCF. Pour les autres services publics, nous connaissons les dégâts causés par cette stratégie de libéralisation (eau, gaz, électricité, télécommunication, services postaux). Ensemble, exigeons du Gouvernement et de la Direction de la SNCF un service public ferroviaire fondé sur des valeurs de justice sociale qu'ils doivent respecter.

Attention aux clichés mensongers !

Le patronat, certaines officines politiques laissent entendre que les cheminots seraient des salariés privilégiés et que notre productivité serait moindre. Face à ces attaques et aux calomnies, une mise au point s'impose.

- Le salaire d'embauche d'un cheminot est situé 20€ en dessous du SMIC. Le Ministre du Travail veut que les grilles salariales débutent au moins au niveau du SMIC, il serait bien qu'il regarde du côté des entreprises publiques.
- En cinq ans, la Direction SNCF a supprimé 11 000 emplois, dans le même temps, le nombre de trains augmente de manière exponentielle et nous sommes passés de 500 km à 1000 km de voies régénérées par an.
- Concernant le transport de marchandises, entre 2009 et 2012, nous sommes passés de 14000 à 9500 agents. La Direction de Fret SNCF continue à réduire les effectifs, à fermer les triages, à laisser pourrir des locomotives neuves sur des voies de garage et c'est la route qui prend les trafics. Certains cheminots du Fret restent sans travail, pendant que les trains de Voyageurs sont supprimés. Voilà le résultat d'une politique qui vise à abandonner les trafics et refuse la multi activité. Il est facile ensuite de parler de « coût du travail », à la SNCF, c'est plutôt le « coût d'une politique d'abandon du travail » qui est source d'aberration économique.
- Concernant la sûreté, la SNCF affiche une politique volontariste. Dans la réalité, elle ambitionne d'ici 2015 de fermer 30% des guichets, de supprimer de moitié les centres d'appels téléphoniques, de réduire les personnels d'accueil dans les gares et l'accompagnement dans les trains (contrôleurs et police ferroviaire).
- La question de la retraite des cheminots est sans cesse remise sur le tapis. Ce qu'il faut savoir c'est que la réforme voulue par Sarkozy et imposée par G.Pépy coûte plus cher que le système antérieur. Que le régime spécifique des cheminots est financé intégralement par eux via leurs cotisations sociales. Que le recul de l'âge de la retraite freine l'embauche de jeunes et coûte donc très cher à la société.
- Côté Emploi, G.Pépy annonce 10 000 embauches en 2012 et 40 000 recrutements d'ici 2017. Il avance aussi la stabilité des effectifs à la SNCF. Dans ce domaine aussi, il s'agit d'un plan de communication pour « enfumer » le public. Dans la réalité, à la SNCF, 5 300 recrutements sont budgétisés en 2012 pour 6900 départs, soit 1600 emplois de supprimés. Quant aux 10 000 embauches, ce sont des recrutements réalisés au niveau du Groupe, soit pour la SNCF plus de 923 filiales au total 235 000 salariés (151 000 pour l'EPIC SNCF) sur un tel périmètre, cela représente 4% de l'effectif renouvelé, c'est dérisoire !

Voilà quelques données pour vous aider à décrypter cette stratégie médiatique de stigmatisation des cheminots sur leurs conditions sociales.

Au regard de la situation exposée et de l'augmentation croissante de vos besoins, les cheminots avec la CGT vont agir et se mobiliser dans les jours à venir. Nous comptons sur votre appui et votre soutien pour maintenir et améliorer un service public de qualité alliant sécurité, adaptabilité aux besoins, égalité de traitement des populations et solidarité sociétale.

Montreuil, le 12 octobre 2012

ENSEMBLE, unis dans l'action ! La CGT, une force à vos côtés !